

SAINT-AVOLD
SALLE DE L'AGORA
PLACE CHAMP DE FOIRE

ORIENTATION

20 MARS ET 21 MARS

ÉDITO

Le présent document d'orientation, fruit d'un travail collectif de la Commission Exécutive de notre Union Départementale, vise à stimuler les échanges et les débats entre les syndiqué-es. Il est destiné à être enrichi par la participation collective. Il a vocation à définir et proposer les orientations principales pour les trois ans à venir. Ces orientations seront soumises au vote des syndicats lors de notre congrès, une étape cruciale pour faire le bilan de la période écoulée et élaborer un plan d'action concret pour les futures luttes.

Prenant en compte le contexte politique national mais également la situation internationale, la CE a décidé de souligner l'importance de notre combat syndical contre les idées d'extrême droite en consacrant une partie sur les trois qui constituent le document à la position et à la réaction de notre organisation. La lutte contre ces idées loin de s'opposer à notre combat quotidien auprès des travailleuses et des travailleurs pour les conditions de travail, les salaires et l'emploi en est une part importante.

Dimitri NORSA, Secrétaire général de la CGT Moselle

SPÉCIAL CONGRÈS 2025

Document d'Orientation de la CGT Moselle, 50^{ème} Congrès

Préambule

La Confédération Générale du Travail (CGT) a aujourd'hui 130 ans. Fondée en 1895 à Limoges, elle trouve ses racines dans un contexte de luttes ouvrières intenses du XIXe siècle, nourries d'un héritage révolutionnaire. Dès ses débuts, la CGT s'est imposée comme une organisation de lutte de classe, rassemblant des militant-es, tous et toutes animé-es par une même volonté de transformation sociale radicale.

Au début du XXe siècle, des figures majeures du syndicalisme révolutionnaire ont façonné l'identité de la CGT, notamment à travers la Charte d'Amiens adoptée en 1906. Ce texte fondamental affirmait l'indépendance du syndicat vis-à-vis des partis politiques et plaçait la grève générale et l'action directe au cœur de ses stratégies de lutte. La Charte d'Amiens incarne l'esprit du syndicalisme révolutionnaire, promouvant l'idée que l'émancipation des travailleurs et des travailleuses devait être totale, englobant à la fois les dimensions économique et politique.

Le syndicalisme révolutionnaire, reposait déjà sur des principes de solidarité et de confédération des luttes. Il voyait le syndicat non seulement comme un outil de revendication, mais aussi comme un moyen d'émancipation collective, préparant les travailleurs et travailleuses à une société future libérée du joug du capitalisme et de l'autoritarisme.

Au fil des décennies, à travers des combats acharnés contre l'exploitation, la CGT a affirmé son rôle central dans la défense des droits des travailleurs et travailleuses, et dans la construction d'une société plus juste et égalitaire. Malgré les tentatives de division et les périodes de répression, la CGT a su se renouveler tout en restant fidèle à son engagement pour la justice sociale et l'émancipation de toutes et tous.

C'est cette solidarité indéfectible et cet esprit de camaraderie qui continuent de guider nos luttes aujourd'hui. En nous inspirant de cet héritage, nous poursuivons notre engagement pour transformer la société et défendre les droits des travailleurs et travailleuses.

30

Partie 1 : Notre département, une terre de lutte

31

1-1- L'exigence de nouvelles relations internationales et de coopération.

32

La vie internationale semble être dominée par la guerre et des logiques d'affrontement.

33

Alors que l'humanité affronte des défis considérables : la lutte contre le réchauffement

34

climatique, le sous-développement chronique, le droit à la santé et à l'éducation pour

35

toutes et tous, de nombreux peuples sont victimes de guerres et vivent dans des

36

souffrances intolérables.

37

La CGT réaffirme son engagement pour la paix, pour un monde de coopération, de

38

partage, et pour le respect du droit international. Nous sommes pleinement solidaires

39

des luttes des peuples pour le respect de leurs droits et pour leur émancipation.

40

Les syndicats doivent pouvoir exercer partout leurs activités, en pleine indépendance des

41

pouvoirs en place. Les mobilisations internationales doivent se renforcer pour faire

42

progresser partout les droits sociaux et imposer des exigences de paix et de coopération.

43

1-2- La Moselle, terre industrielle marquée par des décennies de luttes

44

ouvrières.

45

La Moselle est un territoire où la solidarité et le combat pour les droits des travailleurs et

46

travailleuses sont profondément enracinés. Prenant un caractère national, certaines

47

batailles ont permis de situer notre département sur la carte de France.

48

Durant la guerre, la Moselle est annexée à l'Allemagne, de nombreux syndicalistes

49

participent à la résistance et s'engagent dans le groupe Mario pour combattre le nazisme

50

dont nous commémorons le 80ème anniversaire de la défaite.

51

Cette histoire riche offre une base solide pour envisager de nouveaux combats,

52

notamment dans le contexte actuel de transition écologique et de défense des services

53

publics, qui sont des enjeux centraux pour l'avenir.

54

Le mouvement syndical en Moselle reflète une population attachée à ses droits et à la

55

justice sociale. Historiquement, les luttes ouvrières ont forgé la culture militante de la

56

région, que ce soit dans les mines, la sidérurgie ou le secteur public dessinant une

57

nouvelle carte sociale. Ces luttes ont permis des avancées significatives : meilleures

58

conditions de travail, protections sociales renforcées, et reconnaissance des services

59

publics comme un pilier de la société.

60

Cependant, les fermetures d'usines et la privatisation des services publics ont affaibli ces

61

acquis. Malgré ces pertes, la CGT Moselle a maintenu une force militante capable de

62

résister et de réinventer ses modes d'action. Nous avons perdu certaines batailles, mais

63

nous avons aussi remporté des combats importants contre les licenciements et la

64

précarisation des emplois.

65 1-3- La Moselle face aux mutations économiques.

66 Ces dernières décennies, la Moselle a connu des mutations profondes. Malgré des aides
67 publiques trop souvent versées sans conditions ni regard quant à leur utilisation, la
68 désindustrialisation se poursuit, redessinant la carte sociale du département. Le recul de
69 l'industrie entraîne un éclatement du salariat, tandis que le poids des PME et des TPE
70 progresse.

71 La reconversion économique de certains sites, n'a pas atteint ses objectifs, et l'emploi se
72 concentre de plus en plus dans les services et commerces. Cette transformation pose de
73 nouveaux défis à notre syndicalisme, qui doit s'adapter pour organiser les salarié-es dans
74 des contextes de travail en constante évolution.

75 La « révolution » numérique depuis plusieurs décennies et maintenant l'arrivée de l'IA ont
76 et vont continuer à transformer le travail. Pour appréhender ce que l'on nous présente
77 comme une révolution, la CGT doit continuer à porter la semaine de 32h pour que les
78 gains de productivité engendrés profitent réellement à celles et ceux qui créent les
79 richesses et non au capital.

80 Industrie

81 Malgré les déclarations du pouvoir et les milliards d'aides publiques, notre pays continue
82 de perdre des activités industrielles, mais aussi des connaissances et des savoir-faire. La
83 réindustrialisation passe par le maintien et le développement de nos capacités
84 productives. La réussite de la transition écologique suppose un renforcement de nos
85 industries et un changement de logique de gestion. Le progrès social et des droits
86 nouveaux pour les salarié-es doivent remplacer le tout-pouvoir des actionnaires.

87 Les services publics

88 La poursuite des politiques libérales a conduit à un recul sans précédent des services
89 publics dans notre département, ce qui a fortement dégradé la vie quotidienne de la
90 population et fait reculer les droits sociaux. Le tout numérique conduit à des difficultés
91 supplémentaires pour une partie importante de la population.

92 À l'opposé de cela, la CGT considère que l'investissement dans les services publics est
93 une exigence incontournable pour répondre aux défis sociaux et environnementaux ainsi
94 qu'au besoin de proximité de la population. La prise en charge des personnes âgées, des
95 jeunes enfants et des personnes en situation de handicap, l'énergie, l'eau, le logement :
96 il faut renforcer la gestion publique pour préserver ces secteurs des prédateurs
97 financiers. La convergence des luttes est la clé pour faire avancer ces revendications
98 essentielles.

99 1-4- Défis actuels et mobilisations à venir.

100 La clé de notre réussite dans les prochaines années réside dans notre capacité à
101 syndiquer massivement. Plus nous serons nombreux et nombreuses, plus notre défense
102 des travailleurs et travailleuses sera efficace. Nous devons mobiliser tous les secteurs
103 autour de causes nouvelles, notamment la transition écologique, en exigeant des
104 investissements dans des industries vertes et des services publics renforcés.

105 Il ne s'agit pas seulement de préserver des emplois, mais de créer des postes porteurs de
 106 sens pour l'avenir, tout en luttant contre les discriminations et les inégalités salariales.
 107 Nous devons revendiquer des investissements massifs pour un modèle économique
 108 durable et socialement juste, en impliquant pleinement les travailleurs et travailleuses
 109 dans cette transformation.

110 **Le Nouveau Statut du Travail Salarié**

111 La CGT a inscrit le travail et sa transformation au centre de sa démarche pour un
 112 développement humain durable, renforçant la place centrale de la proposition d'un
 113 Nouveau Statut du Travail Salarié (NSTS), garantissant à chacune et à chacun des
 114 droits individuels et leur transférabilité (Ex. : Droit à un salaire, à la formation
 115 professionnelle, à une protection sociale, à la démocratie sociale etc ...).

116 Il concerne l'ensemble du salariat, du privé comme du public, quelle que soit la taille
 117 de l'entreprise ou du service.

118 Le nouveau statut du travail salarié doit permettre à chaque salarié, de la sortie du
 119 système scolaire à la fin de sa carrière professionnelle, de disposer d'un certain
 120 nombre de droits cumulatifs et progressifs, transférables d'une entreprise à l'autre,
 121 d'une branche à l'autre, opposables à tout employeur.

122 Il s'agit de droits individuels, attachés à la personne de la, du salarié-e qui ont besoin,
 123 pour être opérationnels, de s'appuyer sur un corps de garanties interprofessionnelles
 124 élevé. Ils constituent un socle commun de droits interprofessionnels, base de la
 125 construction de tout statut et convention collective, dans le respect de la hiérarchie des
 126 normes et du principe de faveur.

127 **La Sécurité sociale, une conquête sociale**

128 Il est nécessaire d'engager une démarche de reconquête fondée sur les principes qui
 129 ont présidé à sa création (unicité, universalité, solidarité, démocratie, partage des
 130 richesses créées par le travail). Il convient d'être attentifs au maintien du régime local
 131 et du régime minier.

132 La Sécurité sociale doit permettre de sécuriser et de protéger les citoyens contre les
 133 aléas de la vie mais elle est aussi un outil de transformation sociale. Elle doit répondre
 134 aux besoins sociaux des populations aggravés par le système capitaliste tels que la
 135 perte d'autonomie, les carrières décousues, les inégalités femmes/hommes, les
 136 besoins de santé, l'urgence climatique, etc.

137 Elle doit aussi permettre d'instaurer une société plus juste et démocratique au service
 138 des travailleuses et travailleurs et de toute la population (retraité-e-s, privé-e-s
 139 d'emploi, étudiant-e-s...).

140 **Résolution n°1 :**

141 - Développer les actions militantes en accord avec les forces et les propositions des
142 salarié(e)s.

143 - Développer la syndicalisation : La syndicalisation passe avant tout par la création de
144 nouveaux syndicats et le renforcement de ceux qui existent ; des actions spécifiques
145 doivent être également engagées vers les salarié.e.s des PME ; un stand syndicalisation
146 devra se tenir pendant les manifestations.

147 - Soutenir et accompagner particulièrement les syndicats des entreprises et secteurs
148 professionnels dans lesquels des licenciements massifs se profilent.

149 - Participer à la défense des services publics avec les syndicats concernés.

150 - Créer les conditions favorables à la convergence des luttes.

151 **Partie 2 : Un capitalisme prédateur qui amène l'extrême droite** 152 **aux portes du pouvoir**

153 Etats-Unis, Italie, Hongrie, Russie, Argentine, Bresil... l'internationale fasciste gagne du
154 terrain à mesure que le capitalisme broie les travailleurs et travailleuses.

155 La crise politique actuelle, engendrée par les représentants du capital, a rapproché
156 l'extrême droite de l'accession au pouvoir en France. Depuis des années, la CGT Moselle
157 s'est engagée avec fermeté contre l'extrême droite, défendant les valeurs de solidarité,
158 d'égalité et de justice sociale, essentielles pour les travailleurs et travailleuses.
159 L'ascension de l'extrême droite, avec ses idées xénophobes, sexistes et autoritaires,
160 menace directement nos droits et l'unité du monde du travail. Le RN en particulier a fait
161 de l'imposture sociale une spécialité en se présentant comme l'allié des travailleuses et
162 travailleurs. Pourtant la lecture de son programme démasque son obédience envers les
163 intérêts des plus riches et du patronat. Face à cette menace, notre Union Départementale
164 agit pour contrer non seulement la progression électorale de l'extrême droite, mais aussi
165 l'infiltration de ses idées dans la société et parfois au sein même de notre organisation.

166 **2-1- Un capitalisme en crise et en recherche de rentabilité**

167 Notre congrès se déroule dans un contexte de crises économique, sociale et
168 environnementale profondes. Les dirigeant·es économiques exigent un soutien accru
169 des pouvoirs publics pour maintenir la rentabilité du capital, vampirisant les finances
170 publiques. Le coût du capital pèse de plus en plus lourdement sur les salarié·es, les
171 dépenses publiques et la planète. Des secteurs essentiels, comme le logement et les
172 services publics, souffrent d'un sous-financement chronique, et certaines missions de
173 services publics sont abandonnées quand dans les même temps les dividendes versés
174 aux actionnaires n'ont jamais été aussi importants. Il n'y a donc pas de problème de
175 productivité ou de rentabilité mais un problème de redistribution des richesses produites
176 par les travailleurs et travailleuses.

177 Les plans sociaux se sont multipliés en 2024 malgré les aides publiques, avec des
178 licenciements massifs, notamment dans la métallurgie et l'automobile, qui sont
179 cruciales pour notre région. Les actionnaires prennent les commandes, dégradant les
180 conditions de travail et poursuivant l'externalisation et la sous-traitance, aggravant ainsi
181 l'exploitation des salarié·es.

182 Le salariat continue de se transformer avec l'élévation des qualifications exigée par la
183 révolution informatique, mais ces évolutions ne se traduisent pas toujours par une
184 reconnaissance effective des qualifications. Le patronat exploite ces mutations pour
185 diviser les collectifs de travail, rendant nécessaire une adaptation de notre syndicalisme
186 pour accueillir et organiser les salarié·e.s. concernant les ingénieurs cadres et
187 techniciens, la mise en place d'un Comité Départemental de l'UGICT devient une
188 urgence.

189 **2-2- La répression syndicale, outil du capital**

190 Dans notre département, comme partout ailleurs, la répression syndicale est devenue
191 l'un des outils du capital pour affaiblir le mouvement syndical. Face aux luttes sociales et
192 à l'organisation des travailleurs et travailleuses, les directions d'entreprises et l'État
193 n'hésitent pas à attaquer directement les militant-es.

194 La CGT Moselle a connu de nombreuses attaques visant à faire taire les voix
195 contestataires, mais à chaque fois, la solidarité syndicale et le rapport de force ont
196 permis de résister.

197 Par exemple, l'affaire NEUHAUSER illustre bien la stratégie patronale de criminalisation
198 de l'action syndicale. La direction de cette entreprise a tenté d'écraser la contestation en
199 ciblant le délégué syndical CGT et plusieurs militants, espérant affaiblir l'organisation
200 dans son ensemble. Mais grâce à la mobilisation des camarades, au soutien des
201 syndicats locaux et à la solidarité, nous avons pu défendre notre camarade et démontrer
202 que l'intimidation ne fonctionne pas.

203 De même, la direction de la CAF a tenté d'entraver l'activité de la CGT en d'attaquant à la
204 secrétaire du CSE, engagée dans la défense des droits des agent-es de la fonction
205 publique. Là encore, la répression visait à décourager le personnel en frappant un visage
206 de la contestation. Pourtant, le rapport de force ont permis de contrer cette intimidation.

207 Le cas du secrétaire de CSE, cheminot et militant CGT à la SNCF, illustre la répression
208 pour engagement syndical. La mobilisation des camarades a permis de dénoncer les
209 pratiques répressives et de protéger ce camarade face à l'arbitraire patronal.
210 Ces exemples, parmi d'autres, montrent que la répression syndicale est une arme
211 systématiquement utilisée pour briser les luttes. Cependant, la solidarité et la
212 mobilisation collective restent les réponses les plus efficaces face à ces attaques. En
213 Moselle, nous avons appris que l'effet de groupe et le rapport de force sont essentiels
214 pour protéger nos militant-es et poursuivre nos combats pour l'égalité, la justice sociale
215 et un avenir durable.

216 **2-3- Un collectif de lutte contre les idées d'extrême droite : un engagement** 217 **fondamental**

218 La création d'un collectif de lutte contre l'extrême droite au sein de la CGT Moselle
219 marque une étape clé. Ce collectif, composé de militant-es de divers secteurs,
220 sensibilise et forme les syndiqué-es sur les dangers de ces idées et les moyens de les
221 combattre efficacement. Au cours du prochain mandat, ce collectif se développera pour
222 devenir un espace de réflexion et d'action, coordonnant des initiatives départementales
223 et soutenant les syndicats face aux tentatives d'implantation de l'extrême droite.

224 **2-4- Former les militant-es pour un combat quotidien dans l'entreprise**

225 La lutte contre le capitalisme et l'extrême droite ne peuvent se limiter aux manifestations.
226 Bien qu'indispensables, ces mobilisations ne suffisent pas à endiguer la diffusion des
227 idées réactionnaires. Il est crucial de renforcer la formation politique et syndicale pour
228 que chaque adhérent-e puisse déconstruire ces discours simplistes mais efficaces, qui

229 jouent sur les peurs et les divisions. Nos formations dotent les militant-es d'outils pour
 230 réfuter les fausses solutions économiques et les discours de haine, réaffirmant ainsi les
 231 valeurs de solidarité et d'égalité. C'est également en demeurant le syndicat du « carreau
 232 cassé » que nous serons mieux entendus sur nos revendications.

233 La lutte contre l'extrême droite est un combat quotidien qui doit s'ancrer dans toutes nos
 234 actions syndicales. L'extrême droite prospère sur les inégalités et les discriminations,
 235 profitant du sentiment d'abandon de certain-es travailleurs et travailleuses. En luttant
 236 contre les causes de ces inégalités, nous affaiblissons la base de l'extrême droite.
 237 Chaque combat contre les discriminations basées sur l'origine, la religion, le genre ou
 238 l'orientation sexuelle est aussi une lutte contre l'extrême droite. Promouvoir l'égalité et
 239 défendre les droits des personnes LGBTQIA+ et des migrant-es combat l'idéologie de
 240 division et de hiérarchie de l'extrême droite.

241 **2-5- L'égalité femme-homme : une priorité**

242 L'égalité femmes-hommes est centrale dans notre combat. L'extrême droite, avec ses
 243 discours sexistes, vise à réaffirmer un ordre patriarcal, remettant en cause les droits
 244 acquis des femmes. En renforçant la lutte pour l'égalité dans tous nos secteurs, nous
 245 combattons directement l'idéologie réactionnaire. Notre engagement s'étend également
 246 aux droits des minorités, qu'elles soient ethniques, religieuses ou sexuelles, pour contrer
 247 la division et le détournement d'attention orchestrés par l'extrême droite. La solidarité est
 248 la clé pour faire reculer ces idées de haine.

249 **Résolution n°2 :**

250 - Appeler au soutien des camarades et développer la solidarité dans la lutte contre les
 251 répressions syndicales.

252 - Développer le collectif départemental contre l'extrême droite pour qu'il devienne un
 253 espace de réflexion large, avec différents secteurs représentés, davantage que ceux
 254 actuels et qu'il soit force de proposition d'actions engageantes pour les syndiqué-es.

255 - Permettre de coordonner des initiatives à l'échelle départementale contre les idées
 256 d'extrême droite.

257 - Renforcer la formation syndicale de nos adhérent-es afin qu'ils soient capables de
 258 déconstruire ces discours toxiques de l'extrême droite dans la vie comme au travail.

259 - Poursuivre et enraciner un calendrier de lutte pour nos actions militantes contre toutes
 260 les discriminations LGBTQIA+ (marche des fiertés, ...), pour l'égalité femmes-hommes (25
 261 novembre, 8 mars, ...)

262

Partie 3 - La vie syndicale

263 La vie syndicale de l'Union Départementale CGT Moselle est une aventure collective,
 264 portée par des syndiqué·es, des militant·es, des dirigeant·es, tous et toutes engagé·es
 265 pour la défense des droits des travailleurs et travailleuses. La formation, le lien territorial,
 266 la coordination des actions, autant d'éléments qui sont au cœur de notre stratégie pour
 267 renforcer le syndicalisme dans notre département.

268 Les mobilisations contre la réforme des retraites ont donné un coup de jeune au
 269 syndicalisme. Des milliers de salarié·es ont rejoint la CGT durant cette période. En
 270 Moselle, les effectifs d'adhérent·es remontent pour la première fois depuis 10 ans. Cela
 271 doit à la fois nous encourager et nous mobiliser pour faire du syndicalisme de masse un
 272 outil essentiel du rapport de force.

273 En effet, comment contester, rassembler, proposer et construire dans l'entreprise sans
 274 des syndiqué·es nombreux et nombreuses, divers, à l'image des salarié·es, mais unis
 275 pour la défense de leurs revendications ?

276 L'intervention des salarié·es, leur mobilisation, ne sont pas l'affaire de générations
 277 spontanées, mais l'affaire de travail dans la durée, d'organisation de vie collective et de
 278 démocratie dans le syndicat. Le syndicalisme, notre syndicalisme, a des défis
 279 considérables à relever.

280 Nous ne devons pas lâcher notre travail au quotidien auprès des salarié·es à partir de
 281 leurs préoccupations liées aux conditions concrètes de travail. Le syndicat ne doit pas
 282 régler les affaires à la place des salarié·es mais avec eux·elles.

283 **3-1- Les instances de l'UD**

284 **L'Assemblée générale.**

285 L'un des moments phares de la vie syndicale est l'Assemblée générale (AG) des syndicats.
 286 Cette instance de délibération est un outil essentiel à la structuration des débats et à la
 287 prise de décisions collectives. Lors d'une AG, les syndicats du département se réunissent
 288 pour échanger, proposer et voter sur des sujets d'importance majeure. Cela peut
 289 concerner des revendications, des stratégies d'action ou des positions à adopter vis-à-
 290 vis des politiques patronales ou publiques.

291 Préparer une Assemblée générale au sein de l'Union Départementale demande un travail
 292 en amont, tant dans l'organisation que dans la réflexion. Chaque syndicat doit avoir
 293 l'opportunité de faire entendre sa voix, de présenter ses préoccupations, mais aussi de
 294 prendre part aux décisions communes. L'objectif d'une AG n'est pas simplement de
 295 discuter, mais bien de décider collectivement des orientations stratégiques de l'UD et de
 296 la CGT dans son ensemble sur le territoire mosellan.

297 **La Commission Exécutive**

298 La Commission Exécutive (CE) de l'UD Moselle est un autre rouage fondamental de notre
 299 structure syndicale. Composée de représentant·es désigné·es par les syndicats, et élu·es

300 par le congrès, elle a pour mission de mettre en œuvre les décisions prises durant le
301 congrès et d'assurer la continuité de l'action syndicale au quotidien.
302 Cependant, il est important de rappeler que les membres de la CE ne sont pas les porte-
303 parole de leur syndicat d'origine au sein de l'UD. Lorsqu'elles et ils intègrent la CE,
304 ils-elles deviennent des dirigeant-es de l'UD, portant une responsabilité collective.
305 En tant que membres de la CE, chaque camarade se voit confié un mandat pour s'investir
306 pleinement dans la vie et le déploiement de l'Union Départementale. Il ou elle doit agir
307 activement, participer à la mise en place des stratégies définies, et contribuer au
308 développement du syndicalisme dans son ensemble, bien au-delà des intérêts de son
309 syndicat spécifique. Il ne s'agit pas de donner un simple avis lors des réunions, mais bien
310 de s'impliquer concrètement pour renforcer le rayonnement de l'UD CGT Moselle et
311 attirer davantage de travailleurs et travailleuses vers notre syndicat. Ce travail nécessite
312 un engagement fort et une volonté de défendre non seulement les revendications
313 professionnelles, mais aussi de promouvoir l'idéal syndical dans toutes les luttes.

314 **Les collectifs et comités**

315 Directement issus de la volonté du congrès, et mis en place par la commission exécutive,
316 les collectifs et les comités sont des groupes de travail spécifiques qui permettent
317 d'avancer dans l'analyse de questions spécifiques comme l'égalité femmes-hommes par
318 l'intermédiaire du collectif femmes-Mixité, la lutte contre les idées d'extrême-droite par
319 le collectif du même nom, la lutte contre la répression par un comité dédié. La lutte
320 contre les discriminations LGBTQIA+ est aussi au centre de nos combats, et un collectif
321 doit être animé par les camarades, tout comme au sein du collectif Sans-Papiers, ou du
322 collectif Privés d'emploi...

323 Si ces collectifs sont d'une importance capitale, ils doivent aussi être plus facilement mis
324 en lumière pour faire connaître leurs travaux, et permettre à chaque membre de la CE
325 d'être sur le même niveau d'information.

326 Cela passe par des comptes rendus plus réguliers des collectifs et comités et de leurs
327 rencontres syndicales. Nous ne pouvons pas nous contenter d'un bilan au congrès, c'est
328 aussi au moment des assemblées générales ou des comités généraux de l'UD que le
329 moment permet un point pour que tous et toutes les camarades présent-es puissent
330 prendre pleinement conscience de l'analyse collective portée par les groupes issus de la
331 CE.

332 **3-2- La communication et le revendicatif**

333 L'importance de la communication syndicale n'est pas à expliquer, et son objectif est
334 clair, il consiste principalement à populariser et à confronter les revendications pour
335 sensibiliser le plus grand nombre. C'est un moyen pour que nos propositions soient
336 comprises et partagées pour contrer la propagande capitaliste et libérale omniprésente.

337 Face à l'ampleur des campagnes patronales et gouvernementales, la communication est
338 un outil fondamental pour démonter les discours de l'extrême droite et des partisans du
339 capital.

340 Les tracts, les journaux (Le TM), sont des outils que nous maîtrisons et qui vont dans le
 341 sens de propagation de nos idées. Cette communication permet d'aller au contact des
 342 salarié-es, sur leur lieu de travail et de porter notre communication mais aussi travailler
 343 notre argumentaire pour faire adhérer à nos idées et à notre organisation syndicale.

344 Le site internet et les réseaux sociaux sont des outils essentiels pour véhiculer notre
 345 message syndical, cela permet de toucher des milliers de personnes rapidement, mais
 346 posent des questions cruciales sur la concentration des pouvoirs, car le contrôle de ces
 347 réseaux par des entreprises privées peut influencer les contenus et les discours. Nous
 348 nous devons d'avoir une approche critique : bien que les réseaux soient indispensables
 349 pour la diffusion rapide d'idées, la CGT Moselle incite à une réflexion sur leur utilisation
 350 tout en continuant à s'appuyer sur ces outils pour maximiser la portée des campagnes.

351 La communication c'est aussi un acte militant, mobilisation par les images et messages
 352 : La CGT Moselle encourage une communication visuelle impactante et accessible pour
 353 renforcer la compréhension et le soutien populaire.

354 Augmenter le nombre de syndiqué-es est une priorité, et une communication bien pensée
 355 peut y contribuer en rapprochant le syndicat des travailleur et travailleuses isolé-es.

356 **3-3- Le lien territorial**

357 La structure de la CGT repose sur un équilibre essentiel entre l'autonomie des syndicats
 358 et la coordination territoriale. Si les syndicats sont souverains dans leur champ
 359 professionnel, ils ne peuvent prospérer sans une connaissance approfondie de leur
 360 environnement. En effet, les métiers et secteurs sont souvent interconnectés sur un
 361 même territoire, et ignorer cette réalité reviendrait à négliger une partie des enjeux de lutte
 362 contre le capitalisme.

363 Le rôle de l'Union Départementale CGT Moselle est d'assurer cette coordination
 364 territoriale en travaillant en étroite collaboration avec les Unions Locales et les syndicats
 365 locaux. Ensemble, ils peuvent analyser le tissu économique et social du département,
 366 comprendre les dynamiques entre les différents secteurs et créer des synergies dans
 367 leurs actions revendicatives. Le capitalisme fonctionne comme une pieuvre, organisant
 368 et structurant tous les travailleurs et travailleuses autour de ses propres intérêts et dans
 369 tous les secteurs. Ceux-ci doivent être compris et analysés pour pouvoir lutter
 370 efficacement contre le capitalisme. C'est le rôle de l'Union Départementale de faire ce
 371 travail d'analyse et de proposer aux syndicats les éléments de compréhension pour agir
 372 ensemble.

373 La force de la CGT réside dans sa capacité à marcher sur ses deux jambes : une jambe
 374 professionnelle, avec des syndicats forts dans chaque secteur, et une jambe territoriale,
 375 où l'UD joue un rôle clé pour renforcer les actions collectives.
 376 Le lien avec les Unions Locales (UL) est également fondamental dans cette dynamique
 377 territoriale. Les UL, réparties dans les différentes communes du département, sont des
 378 relais indispensables pour diffuser les idées et les actions de la CGT au plus près des
 379 travailleurs et travailleuses.

380 Une UL forte, active et bien structurée permet de renforcer la présence de la CGT dans
 381 les entreprises, mais aussi dans les lieux de vie. Durant le dernier mandat, ce lien entre
 382 l'UD et les UL a été repensé et renforcé, mais il est essentiel de poursuivre ce travail, car
 383 une UL forte équivaut à un territoire fort pour la diffusion des idées et des luttes
 384 syndicales. Un travail de réflexion doit être engagé sur la meilleure façon d'être utile au
 385 plus près des salariés.

386 **3-4- Se syndiquer et militer**

387 Un des rôles essentiels de l'Union Départementale est également d'assurer la formation
 388 syndicale. Cette mission est primordiale pour accompagner les syndiqué-es dans leur
 389 évolution et pour former les militant-es de demain.

390 La formation syndicale est organisée en plusieurs niveaux.

391 La formation d'accueil « s'impliquer à la CGT » permet une première découverte de notre
 392 organisation et du monde de la formation. L'UD sera aux côtés des syndicats et Uls pour
 393 les aider à mettre en place ces formations.

394 Le niveau 1 « participer à la vie de la CGT » vise à former les militant-es, souvent en lien
 395 direct avec les UL, afin qu'elles et ils puissent agir efficacement au sein de leur entreprise
 396 ou secteur.

397 Le niveau 2 « développer la CGT », quant à lui, concerne les dirigeant-es, celles et ceux
 398 qui seront amené-es à prendre des responsabilités plus importantes, notamment au sein
 399 de la CE ou dans des instances de leur syndicat, de leur fédération, de leur union.

400 La formation ne se limite pas à l'acquisition de connaissances techniques ou juridiques.
 401 Elle est aussi une école du militantisme, permettant à chaque camarade de passer du
 402 statut de syndiqué-e à celui de militant-e actif-ve. Cette formation est non seulement
 403 bénéfique pour la ou le camarade, mais elle est également essentielle pour le syndicat,
 404 car elle permet de compter sur un plus grand nombre de camarades pour être
 405 mandaté-es.

406 Les défis que nous avons à relever ne peuvent être portés par un nombre restreint de
 407 responsables syndicaux. Il est crucial d'élargir la base de militant-es capables de porter
 408 la voix de la CGT sur tous les terrains. De nombreuses et nombreux camarades sont
 409 mandaté(e)s pour représenter notre organisation auprès de diverses instances
 410 (protection sociale, éducation, médecine du travail...). L'UD travaillera avec ces
 411 mandaté(e)s afin qu'ils et elles soient suivi(e)s, formé(e)s de manière à pouvoir être
 412 util(e)s dans leur mandat et qu'ils et elles rendent régulièrement compte de leur activité.

413 Enfin, il est important de ne pas oublier les travailleurs et travailleuses isolé-es, qui ne
 414 sont pas toujours en contact direct avec une structure syndicale. L'UD CGT Moselle doit
 415 redoubler d'efforts pour rassembler ces isolé-es et les intégrer dans les luttes collectives.
 416 Ce travail d'inclusion est indispensable pour renforcer notre base syndicale et pour offrir
 417 à chacun-e la possibilité de s'engager activement dans le syndicalisme.
 418 La continuité syndicale est également un enjeu fondamental. Les retraité-es doivent

419 comprendre l'intérêt de poursuivre leur engagement syndical, même après avoir quitté la
420 vie active.

421 Leur expérience, leur savoir-faire et leur militantisme sont des ressources précieuses
422 pour la CGT. En restant actif et actives, elles et ils peuvent continuer à défendre les droits
423 acquis et à lutter pour un avenir meilleur pour les générations futures.

424 **Résolution n°3 :**

425 - Poursuivre la dynamique annuelle d'assemblée générale des syndicats et la développer
426 pour qu'un maximum de secteurs soient représentés.

427 - Rendre plus lisible l'action des collectifs par une communication accrue et des comptes
428 rendus d'étapes plus réguliers de la part des animateurs et animatrices de ces collectifs.

429 - Poursuivre la dynamique de communication par nos moyens ordinaires (tracts et
430 journaux) et rendre accessibles nos revendications par l'intermédiaire des moyens de
431 communication plus dynamiques (vidéos, RS, ...).

432 - Redonner du sens à la mission de l'UD de faire du territoire un lieu de lutte coordonné
433 entre les différents secteurs professionnels.

434 - Poursuivre le travail avec les UL pour mettre en place un tissu territorial réactif pour les
435 luttes futures et pour la syndicalisation massive des travailleurs et des travailleuses.

436 - mettre en place un travail de fond en lien avec les différentes structures du territoire (UL,
437 syndicats, groupements etc...) pour une mise à jour de Cogitiel.

438 - Poursuivre le travail de fond réalisé concernant les formations syndicales organisées par
439 l'UD et (re)mettre en place de nouvelles formations en lien avec les besoins des syndicats
440 pour développer leur vie syndicale.

441 - Travailler à la consolidation et à l'élargissement de l'équipe de formateurs et de
442 formatrices afin d'augmenter le nombre de sessions de formations et donc de
443 syndiqué·es outillé·es.

La Macif vous protège dans votre activité syndicale () avec **des contrats** **sur mesure.**

Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais,
est un engagement de tous les instants.

La Macif est à vos côtés pour soutenir
et sécuriser votre action militante.

→ **Contactez-nous : partenariat@macif.fr**



La Macif,
c'est **vous.**